

Aider les enfants des conflits à survivre

DANS DE NOMBREUSES RÉGIONS d'Afrique, les populations civiles sont prises dans les tirs croisés du conflit, et les femmes et les enfants sont trop souvent au nombre des victimes. Sur les 3,6 millions de personnes frappées par la crise qui sévit dans la région du Darfour, dans l'ouest du Soudan, par exemple, 1,8 million sont des enfants.

Le conflit du Darfour continue à déplacer de larges segments de la population autochtone et plus de 240 000 Soudanais – dont 85 % sont des femmes et des enfants – ont trouvé refuge dans un pays voisin, le Tchad.

Ce dont on parle beaucoup moins, c'est des 173 000 Tchadiens qui ont été déplacés à la suite du conflit interne et de la violence qui règne dans leur pays – dont 30 000 au cours des derniers mois de 2007. Le financement pour soutenir les personnes déplacées et les communautés qui ont dû les accueillir s'est avéré beaucoup plus difficile à obtenir que l'aide aux réfugiés du Darfour. Au début de 2008, plus de 100 organisations non gouvernementales internationales et institutions des Nations Unies œuvraient en faveur des Soudanais à Abéché et aux alentours, dans l'est du Tchad. La majeure partie de leurs travaux a porté sur la santé publique et d'autres interventions qui améliorent les chances de survie des enfants qui vivent au milieu des réfugiés et des personnes déplacées.

Dans chacun des 12 camps de réfugiés, chaque personne reçoit 10 litres d'eau par jour et la même couverture est assurée pour les latrines communautaires. Des équipes de jeunes du camp ont pour tâche d'éliminer l'eau stagnante qui risque de s'écouler vers le centre de distribution alimentaire. Le même groupe élimine les ordures des espaces communautaires du camp.

Les enfants fréquentent des écoles temporaires et se préparent pour les examens. Comme ils sont nombreux, ils ont été divisés en deux groupes, un va à l'école le matin, l'autre l'après-midi. Les enseignants sont généralement des volontaires qui ont suivi un mois de formation. Une association parents-enseignants aide les enfants à nettoyer et entretenir les écoles.

Lors des discussions de groupe dans le camp, les mères parlent de l'importance de l'allaitement maternel pendant les six premiers mois de la vie de l'enfant, tandis que les agents de santé leur rappellent qu'une campagne de vaccination contre la rougeole pour les enfants de six mois à quatre ans est prévue prochainement. Des aires de jeu ont été prévues pour les enfants. Des réseaux communautaires ont été établis et ils sont chargés de s'occuper du bien-être des enfants soudanais et tchadiens, tant dans le camp que dans la communauté.

Une pâte d'arachide à forte teneur en protéines, hautement calorique, est distribuée aux enfants de moins de 5 ans sous-alimentés et les mères disent que leurs enfants la mangent

avec plaisir. Les enfants qui montrent des signes de dénutrition aiguë sont transférés dans un centre d'alimentation thérapeutique.

En dehors du camp de réfugiés, les Tchadiens de naissance mènent un style de vie différent. Ils sont réticents à travailler dans cette partie du pays, où la vie est difficile et instable. Les enseignants tchadiens, qui sont payés irrégulièrement par l'État, ont abandonné leur poste pour travailler dans les camps de réfugiés où les salaires sont plus élevés. Cependant, cinq médecins et sages-femmes travaillent dans l'unique hôpital d'Abéché.

Le soutien local et international tant pour les personnes déplacées que pour les communautés d'accueil a progressé. Les besoins essentiels pour la survie de la population – eau, nourriture, soins médicaux, protection, logement et éducation – sont couverts. Comme partout ailleurs en Afrique, les agents humanitaires déploient des efforts concertés pour tresser un lien entre les interventions d'urgence et l'aide au développement des communautés locales. Le but est de permettre aux personnes déplacées de se prendre en charge et de s'intégrer dans les communautés d'accueil, tout en fournissant aux personnes concernées – personnes déplacées et communautés d'accueil – un meilleur accès à un soutien et à des services qui permettent de sauver des vies.

Voir Références, page 50.